

Ndongo Samba Sylla, économiste du développement au Sénégal, auteur de nombreux ouvrages dont [L'arme invisible de la Françafrique](#), avec Fanny Pigeaud (La Découverte, 2018), et co-auteur de [Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le franc CFA ?](#) (La Dispute, 2016), explique dans une tribune publiée par le journal Le Monde, pourquoi le projet de monnaie de la CEDEAO, éco, ne sera pas une alternative efficace au franc CFA. Sa proposition : aller vers un système de monnaies nationales solidaires et asseoir un gouvernement fédéral sur une base démocratique avec des pouvoirs fiscaux forts, comme l'affirmait entre autres Cheikh Anta Diop.

Publié le 30 juin 2019, lire sur le site du Monde [ici](#).

Tribune. Le sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui s'est tenu samedi 29 juin à Abuja, au Nigeria, a été l'occasion de faire le point sur l'éco, la monnaie unique que les quinze pays de ce bloc régional projettent de lancer en 2020. Sa création pourrait être une excellente nouvelle pour ceux d'entre eux qui utilisent le franc CFA, soit huit Etats. Elle entraînerait *de facto* la fin de cette monnaie née pendant la période coloniale et toujours placée sous la tutelle du ministère français des finances, avec l'obligation pour les pays africains de déposer la moitié de leurs réserves de change auprès du Trésor français et la présence de responsables français dans les instances de leurs banques centrales.



Pour nombre d'intellectuels et de militants panafricanistes, il est temps de tourner la page du franc CFA au profit d'une intégration monétaire entre Africains qui transcenderait les legs du colonialisme. Le projet éco pourra, pensent-ils, permettre d'y parvenir. Or une critique économique conséquente du franc CFA, se situant au-delà d'une critique politico-symbolique, montre que la monnaie unique de la Cédéao, telle qu'elle a été conçue jusqu'ici, ne constitue pas la meilleure voie à suivre.

Faiblesse du commerce intra-régional

Une objection importante contre le franc CFA est que les deux blocs qui l'utilisent, c'est-à-dire l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), ne présentent pas les caractéristiques de « zones monétaires optimales ». Cela veut dire que leur existence ne se justifie pas économiquement : les inconvénients à partager la même monnaie pour les pays membres pris individuellement sont supérieurs aux avantages à la maintenir. Partant de ce fait [relevé par des travaux empiriques](#), on peut difficilement concevoir qu'une union monétaire plus large permettra d'inverser la tendance.

Le comité ministériel de la Cédéao note lui-même, [dans son dernier rapport](#), qu'aucun pays de la région n'avait rempli en 2018 les critères requis pour faire partie de la zone monétaire

éco. Dans le cas des pays de l'UEMOA, cette observation est plutôt dévastatrice. Elle signifie qu'ils ne satisfont toujours pas les préalables en vue d'une intégration monétaire, malgré près de soixante ans de partage d'une même monnaie ! Soulignons au passage que les pays de l'UEMOA n'ont toujours pas présenté le plan de divorce d'avec le Trésor français exigé par le Nigeria depuis 2017.

A supposer que l'éco voie le jour, ses bénéfices risquent d'être limités au regard de la faiblesse du commerce intra-Cédéao (9,4 % en 2017). L'argument selon lequel l'intégration monétaire va changer la donne est sujet à caution. Il suffit de se référer par exemple à l'expérience des pays de la Cémac : le commerce intra-régional y est de l'ordre de 5 %, en dépit de plus de soixante-dix ans d'intégration monétaire.

Il est par ailleurs probable que la politique monétaire et de change s'alignera sur la conjoncture du Nigeria, lequel représente les deux tiers du PIB de la région et la moitié de sa population. Le Nigeria, qui acceptera difficilement d'être dans une union monétaire dont il ne sera pas le patron, est un exportateur de pétrole, alors que les autres pays sont pour la plupart des importateurs nets de pétrole. En raison de ces différences de spécialisation, les cycles économiques des uns et des autres seront rarement synchrones. Or les Etats ayant intérêt à partager la même monnaie, et donc une même politique monétaire, sont ceux dont les cycles économiques sont synchrones.

Dans cette configuration, les pays exposés à des chocs asymétriques négatifs ne pourront pas avoir recours à la politique monétaire et de change pour s'ajuster. Ils n'auront pour option que la « dévaluation interne », concept qui désigne les politiques d'austérité. Un scénario d'autant plus probable que le projet éco ne prévoit, en l'état actuel, aucun mécanisme de solidarité budgétaire afin de faire face à des conjonctures différenciées entre les pays membres. Pire, ce projet est conçu dans une optique d'orthodoxie budgétaire (limitation du déficit et de l'endettement publics) qui sape d'emblée toute capacité de réaction positive des Etats confrontés à des chocs asymétriques. Laisser grossir les rangs des chômeurs et des sous-employés et ponctionner les classes moyennes et populaires : tel sera le mode d'ajustement en cas de crise.

Une grossière copie de l'euro

Que les architectes du projet éco aient copié dans le détail le « modèle » de l'Eurozone, sans s'être souciés de ses défauts devenus apparents avec la crise des *subprimes*, semble assez paradoxal. S'il y a bien une leçon à retenir de l'Eurozone, c'est qu'une zone monétaire sans fédéralisme budgétaire est vouée à l'échec. Wolfgang Schaüble, l'ex-ministre allemand des finances, a récemment admis que « *l'erreur originelle avait été de vouloir créer une monnaie unique sans une politique commune dans les domaines de l'économie, de l'emploi et de la politique sociale* ». En raison de cette faille originelle, les disparités économiques entre les pays européens se sont accentuées. Comme le montre [une étude récente du Fonds monétaire international \(FMI\)](#), les crises dans les pays de la zone euro ont été plus fréquentes et plus sévères que dans les autres pays riches. Les reprises y ont aussi été plus lentes.

Pour aller vers une monnaie unique, il faudrait d'abord mettre en place un gouvernement fédéral sur une base démocratique avec des pouvoirs fiscaux forts. Avoir la gestion monétaire au niveau supranational et laisser la gestion budgétaire au niveau national est une terrible erreur de conception. Le projet éco risque, tout comme la zone de libre-échange continentale (ZLEC), d'être un échec cuisant parce qu'il n'aura pas été fondé sur un socle politique fédéraliste. [L'avertissement de Cheikh Anta Diop](#) formulé en 1976 à propos de la Cédéao alors naissante reste actuel et pertinent : « *L'organisation rationnelle des économies africaines ne peut précéder l'organisation politique de l'Afrique.* »

Le fait que les pays africains ne soient pas encore prêts pour l'unité politique ne les condamne pas pour autant à choisir entre le *statu quo* monétaire et l'adoption d'une grossière copie de l'euro. Fort heureusement, de brillants économistes africains comme Samir Amin, Mamadou Diarra et Joseph T. Pouemi ont ébauché une alternative pratique et féconde : un système de monnaies nationales solidaires.

Concrètement, il s'agirait de faire en sorte que chaque pays de la zone franc ait sa propre monnaie nationale, gérée par sa banque centrale. Ces monnaies seraient liées par une unité de compte commune qui servirait à régler les échanges entre eux. Un système de paiement africain serait mis en place. Les réserves de change seraient en partie gérées de manière solidaire, afin que les monnaies se soutiennent mutuellement. Des politiques communes

seraient mises en œuvre pour obtenir l'autosuffisance alimentaire et énergétique, et donc limiter les importations dans ces deux secteurs.

Ce système a l'avantage de permettre une solidarité entre pays africains et une flexibilité macroéconomique au niveau national. Ce que n'autorise pas le projet éco.